

# Fermeture des bars et restaurants à Marseille : les élus dénoncent une «punition collective»

«J'apprends avec étonnement et colère une décision pour laquelle la Mairie de Marseille n'a pas été consultée. Rien dans la situation sanitaire ne justifie cette annonce», a écrit la maire de la ville Michèle Rubirola.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 22 min, mis à jour il y a 9 min



La maire de gauche de Marseille, Michèle Rubirola. CLEMENT MAHOUDEAU / AFP

Le président LR de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la maire de gauche de Marseille ont dénoncé avec «*colère*» mercredi 23 septembre la fermeture des bars et restaurants décidée par le gouvernement en raison du coronavirus, une «*punition collective*» décidée «*de façon unilatérale*».

«*Cette punition collective est extrêmement dure pour l'économie de nos territoires*», écrit dans un communiqué le président de la région, Renaud Muselier, dénonçant un «*quasi-reconfinement*».

Il aurait préféré un renforcement des contrôles et des fermetures administratives pour les établissements peu scrupuleux sur les mesures sanitaires. Selon lui, Marseille a atteint «*un plateau*» avec un taux d'incidence légèrement en baisse sur une semaine (de 228 à 193 pour 100.000 personnes) et un taux de positivité qui a aussi très légèrement reculé de 8,7% à 8,2%. La preuve, affirme Renaud Muselier, que «*les mesures précédentes sont en train de produire leurs effets*».

### **«*La Mairie de Marseille n'a pas été consultée*»**

«*J'apprends avec étonnement et colère une décision pour laquelle la Mairie de Marseille n'a pas été consultée. Rien dans la situation sanitaire ne justifie cette annonce*», a tweeté de son côté, la maire de Marseille, Michèle Rubirola, qui est en convalescence après une opération et a confié dans l'intervalle la mairie à son premier-adjoint, Benoît Payan. «*La violence des annonces d'@olivieveran envers Marseille n'est pas acceptable. Il n'y a eu aucune concertation*», a renchéri de son côté Benoît Payan sur Twitter.

Laurent Lhardit, adjoint à la Maire de Marseille délégué à l'économie, l'emploi et le tourisme, a quant à lui dénoncé des «*mesures autoritaires et non-concertées*».

### **Des mesures prises «*de façon unilatérale*»**

Le 11 septembre, le premier ministre avait demandé au préfet des Bouches-du Rhône de prendre, après discussions avec les collectivités, des mesures complémentaires pour endiguer la progression de l'épidémie à Aix-Marseille désormais placée en zone d'alerte maximale. Il avait notamment décidé d'interdire les rassemblements de plus de 10 personnes dans les parcs et sur les plages et avait fixé à 1000 personnes la jauge pour les grands évènements.

Des mesures «concertées» rappelle Renaud Muselier, dans une démarche de «*décentralisation de crise*». Et 10 jours plus tard, le gouvernement décide de fermer pour 15 jours les bars et restaurants «*sans aucune concertation, de façon unilatérale*», a-t-il regretté.

» **VOIR AUSSI** - Marseille: Olivier Véran annonce «la fermeture totale des bars et des restaurants»